



Groupe 1 : Initiative régionale

Première réunion – 09 avril 2024

Animé par Guillaume Menesplier (ALCA)

La seconde réunion du Groupe 1 « Initiative régionale » se tenant l'après-midi suivant la plénière publique de restitution des travaux de la première réunion tenue en mars, l'ordre du jour théorique a été modifié afin de répondre à une problématique de clarification. En effet, certains professionnels ont présenté à l'occasion de la plénière des données chiffrées concernant l'initiative régionale qui ne correspondaient pas à celles communiqués par ALCA sur la page de son site dédié à la concertation.

Il a été décidé de débiter la réunion par un échange sur les données préexistantes fournies par ALCA, ainsi que sur le mode de calcul de l'initiative régionale et les informations utiles aux professionnels s'agissant du soutien par la Région aux projets d'initiative régionale.

Quelles données chiffrées concernant l'initiative régionale ?

L'échange a permis de déceler des difficultés de compréhension des chiffres tel qu'ils étaient présentés jusqu'à présent et la nécessité de les compléter par d'autres éléments. Il est donc convenu que les données utiles aux professionnels sont les suivantes :

-**Nombre de dossiers déposés et leur répartition** – total - nombre porté par un auteur régional – nombre porté par une société régionale – nombre porté par un duo auteur et producteur régionaux – nombre porté par auteur et producteur hors région

-**Répartition des dossiers déposés** – part portée par un auteur régional – part portée par une société régionale – part portée par un duo auteur et producteur régionaux – part portée par auteur et producteur hors région

-**Nombre de dossiers soutenus** – total - nombre porté par un auteur régional – nombre porté par une société régionale – nombre porté par un duo auteur et producteur régionaux – nombre porté par auteur et producteur hors région

-**Sélectivité globale** - part de projets soutenus par rapport au nombre de projets déposés

-**Répartition des dossiers soutenus** – part portée par un auteur régional – part portée par une société régionale – part portée par un duo auteur et producteur régionaux – part portée par auteur et producteur hors région

-Répartition de la nature des bénéficiaires pour les aides à l'écriture - auteur ou société, en nombre et en part, régionaux ou non régionaux

-Nombre total d'auteurs uniques déposant – dont régionaux et non régionaux, soutenus et non soutenus

-Nombre total de sociétés uniques déposantes – dont régionaux et non régionaux, soutenus et non soutenus

Outre les pourcentages, des données brutes comme le nombre d'auteurs soutenus et non soutenus est important, car cela donne à connaître l'écosystème régional et à mesurer la quantité de professionnels actifs sur le territoire. Cela est également utile pour identifier le nombre d'auteurs régionaux ou de sociétés régionales qui ne bénéficient pas du soutien.

Une proposition d'évolution de la notion d'initiative régionale a porté sur la prise en compte d'une part significative des dépenses en région. Il a été rappelé par une partie des présents que le terme d'« initiative » avait son importance et sa propre définition et que cela excluait de fait la notion de dépense. De même qu'il ne fallait pas confondre cette notion d'« initiative régionale » avec les critères d'éligibilité au fonds de soutien. Le fonds prend déjà en compte les dépenses via le critère du « recours significatif aux compétences régionales ». Néanmoins, l'impact des projets sur l'emploi des professionnelles en région (techniciens et industries techniques) est un sujet à étudier conjointement avec la question de l'initiative.

en vue de la tenue de la troisième réunion du Groupe 1, il a été proposé d'appliquer cette méthode de calcul sur les données du soutien 2023, pour voir si ces données sont ou non satisfaisantes, et savoir si les professionnels régionaux ont plus ou moins de chance que les autres d'obtenir le soutien régional.

L'ordre du jour a ensuite été repris dans l'ordre initialement prévu.

Quels critères et prendre en compte et quels justificatifs exiger pour qualifier l'initiative régionale ?

L'augmentation constante du nombre de professionnels établis en région et la nécessité de s'assurer de leur investissement en faveur de la filière régional, invite à questionner la manière de considérer leur implantation sur le territoire. Qu'est-ce qu'une société régionale ? Qu'est-ce qu'un auteur en région ? Quels justificatifs exiger ?

S'agissant des personnes morales (les auteurs et autrices, puisqu'à ce jour il n'existe pas de dispositifs dédiés aux techniciens et techniciennes) les participants s'accordent sur le maintien de l'obligation de fournir le dernier avis d'imposition sur le revenu.

L'idée d'exiger une attestation sur l'honneur de résidence sur le territoire portant les mentions : « vivre et travailler principalement en Région » a été avancée, considérant qu'une telle obligation pourrait décourager certaines fraudes. Pour autant, les formulaires régionaux exigeant déjà une attestation sur l'honneur confirmant l'exactitude des éléments administratifs fournis, cette idée ne fait pas consensus par crainte d'une faible efficacité et de l'inutilité d'exiger une pièce justificative supplémentaire.

Le débat ayant porté sur les situations particulières de personnes résidentes entre deux Régions, pour des raisons personnelles, familiales ou professionnelles, il a été évoqué la nécessité d'y être attentif, tout en convenant qu'il était difficile pour la Région de mettre en œuvre un contrôle plus avancé. Néanmoins, il est clair pour tous que la notion de résidence secondaire, posséder « une maison de

famille » ou « de vacances », ne permet pas de considérer la résidence sur le territoire. La taxe foncière ne peut pas être prise en compte.

Au cours du débat il été fait référence à la manière dont procèdent d'autres institutions, tels que PICTANOVO en Région Hauts-de-France qui « se contente de vérifier l'adresse mentionnée sur le contrat de droit signé entre les auteurs et les sociétés », ou bien le Festival HOTDOCS qui exige des candidats à ses appels à projets qu'ils respectent le critère suivant : « *Être citoyen(ne)s ou résident(e)s permanent(e)s légaux/légales d'un pays africain, et doivent vivre et travailler principalement en Afrique.* » Avec la précision suivante : « *Les candidats qui représentent faussement leur résidence primaire dans la demande et/ou en correspondance écrite ou orale avec Hot Docs ne seront pas considérés pour la sélection de bourses et leurs bourses peuvent être révoquées.* »

Enfin, sujet annexe à celui de l'initiative régionale, mais concernant le soutien des auteurs et des autrices non-régionaux, les professionnels présents s'accordent majoritairement pour demander la suppression du critère permettant aux auteurs non-régionaux ayant bénéficié d'un soutien régional sur un précédent projet durant les 5 années précédentes d'être éligible.

S'agissant des personnes physiques (les sociétés de production), à ce jour la Région exige que la société dispose d'« un établissement stable en Région ». Elle demande aux bénéficiaires de fournir un KBIS et restreint l'éligibilité aux codes APE 5911A et 5911C.

Les représentants de plusieurs collectifs de producteurs présent lors de la réunion s'étant accordés sur des critères permettant de qualifier une société de production régionale ont présenté les 4 critères et les justificatifs exigibles suivants :

- 1 Avoir un siège social en Nouvelle-Aquitaine (justificatif : KBIS)
- 2 Avoir un bureau d'activité en Nouvelle-Aquitaine (justificatif : bail de location et quittances loyer ou acte de propriété)
- 3 Avoir un dirigeant de la structure / gérant ou cogérant / associé producteur / président dont la résidence principale est en Nouvelle-Aquitaine (justificatif : avis d'imposition sur le revenu de la personne concernée)
- 4 Dans le cas où la société a des salariés, avoir au moins la moitié de ses employés permanent ayant leur résidence principale en Nouvelle-Aquitaine (justificatifs :
 - copie des déclarations annuelles Afdas,
 - bulletin de salaire des permanents concernés,
 - attestation sur l'honneur indiquant : le montant annuel de la masse salariale des permanents, la proportion de la masse salariale en région par rapport au total des emplois permanents, contre-signée par l'expert-comptable de la société.

Ces critères étant globalement considérés comme satisfaisant par les personnes présentes, les divergences de point de vue portent sur le nombre de critère exigibles. Une part des professionnels présents défend la nécessité d'exiger le respect des 4 critères pour attester de l'initiative régionale, précisant que pour les professionnels régionaux vivre et travailler en Région c'est œuvrer pour la décentralisation, pour l'économie et pour la valorisation de son territoire. D'autres participants proposent quant à eux une certaine souplesse exigeant que 3 de ces 4 critères soient remplis.

Pour l'obligation d'un établissement ou d'un siège social en Nouvelle-Aquitaine, il est rappelé que ceci est une formalité administrative qu'il ne sera pas difficile de réaliser pour être éligible.

Sur la question du bureau d'activité, certains professionnels présents mentionnent que ce critère ne correspond pas à leur manière de travailler, notamment en télétravail ou à distance, et qu'il est préférable pour eux d'employer du personnel de production que d'engager des dépenses pour avoir un bureau en Région. Il est mentionné que ce critère nécessite un investissement en équipement qu'il est

difficile pour certaines sociétés de financer hors projet. Cet argument plaide à nouveau pour le rétablissement d'un soutien à l'activité des entreprises qui prennent en compte ce type de dépenses.

Pour ce qui concerne le critère du dirigeant de structure, le débat a questionné la qualité des représentants légaux des structures de production. Deux points de vue s'opposent sur la nécessité que le représentant légal de la société soit effectivement « producteur délégué » des projets, et présent en tant que tel pour défendre les projets lors des auditions. Certaines personnes présentes défendent que dans la pratique cette exigence serait contraire à la vie des sociétés et des projets. Il arrive fréquemment que des salariés, producteurs associés ou exécutifs soient plus à même de défendre un projet qu'un représentant légal, qui joue un autre rôle au sein de la structure de production.

S'agissant de la résidence et Région du dirigeant toujours, il est indiqué la nécessité de prendre en compte le fait que le secteur du cinéma et de l'audiovisuel n'est en lui-même pas décentralisé et oblige certaines personnes à se déplacer entre Paris et la Nouvelle-Aquitaine pour vivre de leur travail. Ce critère devenant de fait une contrainte importante pour certaines sociétés.

L'idée d'intégrer un critère d'impact économique en Région sur la base de dépenses engagées sur le territoire par la société a été évoqué, sans être détaillé.

Quelle attention porter à l'initiative régionale ? Comment ce sujet doit-il être pris en compte selon les dispositifs de soutien ? Selon les typologies de projet ?

Au début de la discussion est rappelée l'exigence du CNC vis-à-vis de la Région dans le cadre de la convention de coopération, de prioriser le critère artistique dans la prise de décision des soutiens. Les participants s'accordent sur ce point et en faveur du maintien de ce critère comme un critère majeur.

Il est également indiqué qu'à la suite du critère artistique sont aujourd'hui considérés les points suivants : premier film, impact territorial (dépenses et initiative régionale), répartition territoriale.

Les débats ont à plusieurs reprises abordé les questions éthiques, pointant deux sujets en particulier : Premièrement, au stade de la sélection des œuvres à soutenir, une attention particulière aux conditions sociales des auteurs et des techniciens travaillant sur les projets (niveau de rémunération, paiement des heures supplémentaires),

Deuxièmement, au stade du rendu de compte, la nécessité d'un contrôle accru par la Région du respect des engagements des sociétés de production vis-à-vis des dépenses annoncées dans leurs devis prévisionnels.

Ces éléments seraient de nature à favoriser une meilleure prise en compte de l'initiative régionale.

S'agissant des projets bénéficiant d'un ajournement pour réécriture (PSR, possibilité de se représenter) par les comités d'experts, il est demandé que les projets d'initiative régionale concernés accèdent directement en audition.

De même, pour favoriser les projets d'initiative régionale, il est demandé de plafonner le montant total des aides attribuables pour les sociétés extrarégionales, par genre et par exercice budgétaire annuel.

La question des lecteurs et membres de comité est évoquée, notamment la nécessité de faire appel à davantage de professionnels originaires et travaillant dans d'autres régions et moins de parisiens ou de personnes installées en Île-de-France. L'idée d'intégrer des professionnels régionaux est également évoquée (ceci étant appelés à ne pas siéger s'ils déposent eux-mêmes des demandes sur une session).

Il est également fait mention de la prise en compte des spécificités de plusieurs genres :

-Concernant le documentaire, est évoquée la difficulté à produire certains types de projets historiques ou scientifiques d'envergure, coûteux et avec un réel impact économique sur le territoire. Ce serait une manière d'accompagner l'impact territorial, qui est moins favorisé dans le fonctionnement actuel.

-Concernant le court métrage de fiction, la mise en place d'une politique volontariste favorisant clairement les projets d'initiative régionale permettrait d'augmenter le nombre de soutiens à ces projets. Le nombre de projet d'initiative régionale soutenus étant à ce jour considéré comme trop faible.

Enfin, les idées d'établissement d'un barème d'évaluation ou d'un faisceau d'indices, axés sur l'impact du projet pour la structuration de la filière sur l'ensemble du territoire régional sont également évoquées. De même que l'intégration d'une bonification de chiffrage pour les sociétés réunissant au moins 2 des 4 points suivants en Région : auteur, producteur, tournage, dépenses significatives (montant ou taux à définir)

Ces points nécessiteront d'être détaillés et débattus à l'avenir.

En conclusion de ce débat est notée l'importance d'une clarification des critères de sélection des projets et qu'ils soient explicitement exprimés.

Fin des débats

La discussion concernant le troisième point de l'ordre du jour ayant été raccourcie, il est convenu que cette discussion pourra être poursuivie lors de la troisième réunion du groupe de travail.

ANNEXE

Liste des inscrits au Groupe 1 : Initiative régionale – Réunion du 09 avril

Bérangère Cerezales (NAAIS)
Camille Monin (Enfant sauvage productions)
Clémentine Mourao-Ferreira (Socle productions)
Constance Michaud-Nancy, DRAC
Florent Coulon (Vrai Vrai Films et Collectif CAPNA)
Guney Parrota (comédien)
Lisa Delpech (maelstrom Studios)
Louise Hentgen (Vertical ProductionN, Peña)
Maiana Bidegain (BAT Landes et autrice)
Matéo Monteiro (Maison Libellus)
Pierre Da Silva, Région Nouvelle-Aquitaine
Raphaël Pillosio (Atelier Documentaire et Peña)
Stéphanie Loustau (Festival de Biarritz Amérique Latine et Collectif des Festivals)
Yohann Gloaguen (auteur, Groupe Fiction)
Yves le Pannerer, DRAC